

Convention collective

IDCC : 9881. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE
ET ENTREPRISES D'ÉLEVAGE
(VOSGES)
(14 avril 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 21 janvier 1970)

AVENANT N° 105 DU 7 NOVEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0697174M*
IDCC : 9881

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Vosges ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole des Vosges ;

Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFDT ;

Le SNCEA-CFE CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 22 de la convention collective est supprimé et remplacé par l'article 22 qui suit :

Article 22

Garantie de ressources en cas d'arrêt de travail ou d'invalidité

Les entreprises assujetties à la présente convention doivent s'affilier à Agri-Prévoyance – institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance – chargée, par accord d'adhésion conclu entre les signataires du présent avenant, de gérer un régime de garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour raison de santé.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

a) Objet :

Agri-Prévoyance s'engage à faire bénéficier, selon les modalités précisées ci-dessous, de la garantie « incapacité de travail » prévue par son règlement de prévoyance, tous les salariés non cadres :

- sans condition d'ancienneté, lorsque leur absence au travail est justifiée par l'incapacité résultant d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle ou d'un accident de trajet ;
- justifiant de « 6 mois » de présence continue dans l'entreprise lorsque leur absence au travail est justifiée par l'incapacité résultant d'une maladie ou d'un accident de la vie privée.

b) Prestations :

1. Incapacité de travail

Les salariés visés en a) ont droit au maintien de leur rémunération selon les modalités ci-après énoncées, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité par certificat médical, sauf cas de force majeure ;
- d'être pris en charge par les assurances sociales agricoles ;
- d'être soignés sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Ils reçoivent 90 % de la rémunération brute qu'ils auraient gagnée s'ils avaient continué à travailler, aussi longtemps que leur sont servies les indemnités journalières légales par la Mutualité sociale agricole.

Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du « 6^e » jour d'absence dans tous les autres cas.

Les garanties ci-dessus accordées s'entendent déduction faite des allocations que l'intéressé perçoit de la Mutualité sociale agricole et des régimes complémentaires de prévoyance mais en ne retenant, dans ce dernier cas, que la part des prestations résultant des versements de l'employeur. Lorsque les indemnités de la Mutualité sociale agricole sont réduites du fait, par exemple, de l'hospitalisation ou d'une sanction de la caisse pour non-respect de son règlement intérieur, elles sont réputées être servies intégralement.

La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à l'horaire pratiqué pendant l'absence de l'intéressé dans l'établissement. Toutefois, si par suite de l'absence de l'intéressé, l'horaire du personnel restant au travail devait être augmenté, cette augmentation ne serait pas prise en considération pour la fixation de la rémunération.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au 1^{er} jour de l'absence.

Le régime établi par le présent article ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

En tout état de cause, ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Les salariés ainsi rémunérés sont réputés remplis des droits qu'ils tiennent de l'article 7 de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 rendu applicable aux salariés de l'agriculture par la loi du 30 décembre 1988.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation prévue, les prestations continuent à être versées jusqu'à la date limite d'indemnisation.

2. Invalidité

Les mêmes salariés bénéficient, en cas d'attribution d'une pension d'invalidité des assurances sociales agricoles de catégorie 1, 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail pour un taux d'incapacité au moins égal aux 2/3, d'une pension mensuelle incapacité permanente Agri-Prévoyance venant compléter le régime de base de manière à maintenir 75 % du douzième des rémunérations perçues par le salarié au cours des 4 trimestres civils précédant la date de mise en invalidité.

La pension est réduite de 20 % en cas d'invalidité de 1^{re} catégorie.

La pension est versée jusqu'au passage à la retraite du pensionné.

Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

c) Cotisations :

La garantie incapacité de travail-invalidité est financée par une cotisation égale à 1,01 % (dont 0,36 % pour la couverture invalidité) des rémunérations brutes versées aux salariés visés en *a*, répartie ainsi :

- 0,77 % à la charge de l'employeur ;
- 0,24 % à la charge du salarié.

La participation de l'employeur recouvre l'intégralité de la cotisation correspondant, d'une part, au risque accident du travail et maladie professionnelle et, d'autre part, à la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 1^{er} décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie.

En sus de sa cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,20 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

d) Révision :

Au moins tous les 5 ans, les signataires du présent avenant se réuniront pour définir les conditions et les modalités d'organisation de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur.

e) Durée-Dénonciation :

Le présent régime, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective, de remise en cause des dispositions du présent article ou de changement d'organisme assureur, les prestations en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

Dans cette hypothèse, il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur, la poursuite de la revalorisation des prestations au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

Article 2

L'article 22 modifié entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} avril 2007 à la condition que cet avenant soit étendu à cette date. Le cas échéant, il entrera en vigueur le premier jour du trimestre suivant la date de publication de l'arrêté d'extension.

Ses dispositions ne s'appliquent qu'aux invalidités survenues à compter de sa date d'effet.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Vosges.

Fait à Epinal, le 7 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)